



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 406 – 02 juillet 2021

## ❖ Régional

Le CPA, Viva technology et Seedstars Africa Ventures s'engagent en faveur du développement de l'entrepreneuriat

Le 17 juin 2021, le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), Viva technology et Seedstars Africa Ventures ont annoncé, [à travers un communiqué](#), soutenir la création de nouveaux partenariats publics-privés et l'investissement privé qui ont pour but de développer l'entrepreneuriat en Afrique. Afin d'attirer les entreprises à investir, 3 initiatives ont été mises en place : (i) AfricaTech Awards, avec pour objectif d'identifier et de faire émerger les solutions les plus prometteuses des startups qui contribuent à la croissance africaine dans des secteurs clés (agriculture, santé, énergie, distribution, finance) ; (ii) l'intégration des compétences de Seedstars Africa Ventures au [Pass Africa](#), déjà mis en place au Sénégal et en Côte d'Ivoire, afin de faciliter l'accès au capital des startups de la diaspora et leur fournir un soutien sur le marché africain; (iii) l'association entre LBO France et Seedstars Africa Ventures pour un fonds de 100 M USD destiné aux entrepreneurs africains en phase de démarrage.

102,5 Mds FCFA approuvé par la BOAD pour le financement de neuf projets

Le 25 juin 2021, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) a approuvé [9 propositions de financement partiel de projets](#)

## LE CHIFFRE À RETENIR

7,1%

Le taux de croissance économique réalisé par la Guinée en 2020, malgré l'impact de la COVID-19.

dans 5 pays pour un montant global de 102,5 Mds FCFA (156,2 M EUR). Il s'agit notamment : au Burkina Faso, Construction et Exploitation d'un Mall et d'un hôtel d'affaires par la société Burkina Construction Company (9,1 M EUR) ; en Côte d'Ivoire, Développement Intégré du Wassoulou (23,3 M EUR), Bitumage de la section Biéby – Bettié (25,9 M EUR) et Renforcement des infrastructures électriques à Taabo, Kossou et Bouaké (30,5 M EUR) ; au Mali, Renforcement du réseau électrique (13 M EUR) ; au Niger, Appui au Fonds de Développement de la Finance Inclusive (15,2 M EUR) ; au Sénégal, Crédit à court terme en faveur de la Banque Nationale pour le Développement Economique pour le refinancement partiel de la campagne arachidière 2020-2021 (15,2 M EUR) ; au Togo, Aménagement des Terres Agricoles de la plaine de l'Oti (16,4 M EUR) et Extension de la puissance de la centrale solaire de Blitta (7,6 M EUR).

## 🌐 Bénin

Baisse des exportations de 13,3% au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 en g.a.

Selon [l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique](#) (INSAE), les exportations du Bénin se sont établies à 139,9 Mds FCFA (213 M EUR) au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, contre 161,3 Mds FCFA (246 M EUR) au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, soit une diminution de 13,3% en glissement annuel (g.a.). Le produit le plus exporté, le coton non cadré ni peigné, représente 68% du total des exportations, suite à la production record de la campagne 2020-2021 (730 000 tonnes). Les importations se sont établies à 384,9 Mds FCFA (588 M EUR) au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, contre 351,7 Mds FCFA (537 M EUR) au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, soit une augmentation de 9,4% en g.a. Le produit le plus importé, le riz semi-blanchi, représente 23% du total des importations.

### 30 M USD de la BM pour le déploiement de la vaccination contre la COVID-19

La Banque mondiale (BM) [a approuvé](#), le 29 juin 2021, un financement additionnel de 30 M USD, à travers l'Association Internationale pour le développement (IDA), pour soutenir le déploiement de la vaccination contre la COVID-19 sur le territoire béninois. Ce financement additionnel au [Projet de préparation et de réponse à la COVID-19](#), portant le montant total engagé à 72 M USD, vise à : (i) assurer un accès équitable et gratuit aux vaccins pour la population ; (ii) mettre en place un système de santé adéquat à la réussite de la campagne de vaccination ; (iii) couvrir les coûts d'achat de plus de 2,8 M de doses de vaccins, d'équipements et d'infrastructures ainsi que de la mise à niveau de la chaîne du froid ; (iv) renforcer les prestations de services sur l'ensemble du territoire. Au 1<sup>er</sup> juillet 2021, 46 108 doses ont été administrées à la population béninoise.

## 🌐 Burkina Faso

Le résultat net consolidé des sociétés d'Etat en légère hausse de 1,4% en 2020

Selon le rapport de performance des sociétés d'Etat 2020, présenté le 24 juin 2021 au cours de [l'assemblée générale des sociétés d'Etat du Burkina Faso](#), les 21 entreprises publiques du pays ont enregistré un chiffre d'affaires cumulé de 1 374,6 Mds FCFA (2,1 Mds EUR), en légère baisse de 0,3% par rapport à 2020. Par ailleurs, 3 sociétés sont déficitaires, à savoir la Société de Gestion de l'Équipement et de la Maintenance Biomédicale (SOGEMAB), l'Agence d'Exécution des Travaux Eau et Equipement Rural (AGETEER) et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie Universelle (CNAMU), avec un déficit cumulé de 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR). Les 18 autres entreprises ont réalisé un bénéfice net cumulé de 195,3 Mds FCFA (297,8 M EUR). Ainsi, le résultat net global des entreprises publiques s'établit en 2020 à 194,2 Mds FCFA, en hausse de 1,4% par rapport à 2019. En termes de difficultés rencontrées par ces entreprises, il a été relevé entre autres : la non-signature des contrats-plans avec l'Etat, le non recouvrement d'honoraires sur des projets réalisés et sur des créances de cotisations sociales dues par l'Etat et ses démembrements.

### La dette publique se situe à 47,3% du PIB à fin 2020

Selon le [rapport sur la situation d'endettement public à fin 2020](#) publié par le Ministère chargé des finances, le stock de la dette publique du Burkina Faso à cette date s'établit à 4 777,7 Mds FCFA (7,3 Mds EUR), soit 47,3% du PIB. En outre, il est en hausse (en valeur) de 20,4% par rapport à 2019 et est constitué à 51,6% par la dette extérieure et à 48,4% par la dette intérieure. La dette extérieure est essentiellement portée par la dette multilatérale (88,4%), avec comme principal créancier la Banque mondiale (43,9%). En outre, elle est principalement libellée en euro (47,7%) et en dollar US (22,1%). Quant à la dette intérieure, elle est essentiellement constituée par les titres publics (80,5%).

## 150 M USD pour le renforcement de la gestion des terres et des mines

La Banque mondiale (BM) [a approuvé](#), le 29 juin 2021, un financement de 150 M USD, à travers l'Association internationale pour le développement (IDA), en faveur du Projet Renforcement de la Gestion foncière et des Mines du Burkina Faso. Ce dernier vise notamment à : (i) améliorer l'efficacité des services fonciers et miniers ; (ii) renforcer la sécurité foncière dans certaines municipalités et (iii) favoriser un partage inclusif des avantages de l'exploitation minière. Il bénéficiera particulièrement aux détenteurs de droits fonciers, aux fournisseurs de biens et services miniers ainsi qu'aux communautés locales des zones d'exploitations minières.

## Cap-Vert

### Le PIB en baisse de 11% en glissement annuel, au premier trimestre 2021

Selon l'Institut national de la statistique (INE), [le PIB réel au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 est en baisse de 11% en glissement annuel \(g.a.\)](#). Du côté de la demande, cette baisse est portée par les exportations de biens et services (-66,7% en g.a.) et la consommation privée (-14,5% en g.a.). Toutefois, la consommation finale publique a augmenté de 17,2% en g.a. et l'investissement de 16,2% en g.a. Du côté de l'offre, la baisse du PIB est tirée par le secteur touristique, notamment l'hébergement et la restauration (-93,6% en g.a.), les services aux entreprises (-39,9% en g.a.) et les transports (28,6% en g.a.). Ces baisses ont été atténuées en partie par les hausses d'activité enregistrées au niveau de l'agriculture (+6,5% en g.a.) et du commerce (+15,5% en g.a.).

### Accord bilatéral avec la France de 3,6 M EUR au titre de l'ISSD

Les autorités cap-verdiennes et l'Ambassadeur de France au Cap-Vert ont conclu, le 24 juin 2021, [un accord dans le cadre de l'extension de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette](#)

[\(ISSD\) sur la période de janvier à juin 2021](#). La France accorde ainsi au Cap-Vert une suspension temporaire du service de sa dette sur la période concernée d'un montant de 3,6 M EUR, dû notamment à l'AFD. Cette signature fait suite [au protocole d'accord qui avait été signé en avril 2021 avec le Club de Paris](#). Selon la banque mondiale, l'ISSD aurait permis au pays d'économiser au total [33,8 M USD \(40 M EUR\)](#) depuis mai 2020.

## Côte d'Ivoire

### Deux centrales solaires en projet pour une capacité de 60 MW

Le gouvernement ivoirien a lancé une [demande de pré-qualification pour la construction et l'exploitation de deux centrales solaires](#). D'une capacité installée de 60 MW au total, elles seront connectées au réseau national. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme Scaling Solar de la Banque Mondiale qui vise à déployer des centrales solaires à grande échelle. La Société financière internationale fournit également un appui technique pour le bon déroulement du projet. La Côte d'Ivoire compte développer l'énergie solaire pour atteindre son objectif de 42% d'énergies renouvelables d'ici 2030. Aujourd'hui, son mix énergétique est composé d'énergie hydraulique (33%) et thermique (67%). Le pays est un des plus grands producteurs électrique de la région et exporte 11% de son électricité vers les pays voisins.

### Mise en place du Studio BNETD

[Le Studio BNETD](#), inauguré le 23 juin dernier, vise à équiper le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) de nouvelles capacités technologiques. Ces outils et logiciels permettront notamment de visualiser en temps réel l'avancement de travaux, de faire des visites de chantiers en réalité 3D, d'obtenir des levés topographiques précis et des images à 360°.

## Guinée

Croissance à +7,1% en 2020, selon le FMI

Selon [les conclusions de l'article IV](#) du Fonds monétaire international (FMI), le taux de croissance économique de la Guinée est estimé à +7,1%, au-delà des prévisions initiales, grâce à un secteur minier en plein essor. Cependant, le secteur non-minier, qui emploie la grande majorité de la population, a été fortement touché par la pandémie à Covid-19. Parmi les points de vigilance, on note : (i) une inflation au-dessus de 10% en 2020 et qui **s'est accélérée** pour atteindre 12% récemment, en raison de l'assouplissement des politiques budgétaires et monétaires pour répondre à la pandémie ; (ii) la sous-exécution des dépenses d'investissement ainsi que l'augmentation de la dette publique à 43,4% du PIB fin 2020 (contre 38% en 2019), reflétant en grande partie le premier décaissement du grand prêt pour le projet de barrage de Souapiti. En outre, la crise liée à la COVID-19 et **l'épidémie d'Ebola ont détérioré** des indicateurs sociaux déjà faibles. La croissance devrait rester vigoureuse en 2021, à +5,2%, soutenue encore une fois par le secteur minier.

## Guinée-Bissau

Nouvel avis de grève de l'UNTG

L'Union nationale des travailleurs de Guinée-Bissau (UNTG) [a remis](#) au gouvernement un nouveau préavis de grève d'une durée de 30 jours afin de protester contre le blocage des salaires des fonctionnaires ayant arrêté le travail lors des grèves précédentes. Cette grève devrait principalement affecter les secteurs de l'éducation et de la santé. L'UNTG a régulièrement convoqué, depuis décembre 2020, des vagues de grèves générales dans la fonction publique.

## Libéria

Inflation à +8,2% en g.a en mai 2021

Selon [l'Institut libérien des statistiques et des services de géo-information](#), l'inflation s'est établie à +8,2% en glissement annuel (g.a.) en mai 2021, contre +9,4% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle des produits du secteur de la santé (+39,7% en g.a.), du secteur de l'éducation (+33% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+31,6% en g.a.). Toutefois, elle a été atténuée par les prix de **l'alimentation, notamment le pain et les céréales** (+16,3% en g.a) et le poisson (-12,1% en g.a). Pour **l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation moyen annuel est projeté à +10,9%** par le FMI.

## Mali

Echanges entre le gouvernement et la Banque Mondiale pour une reprise effective de la coopération

Lors d'une réunion avec la Banque mondiale (BM), le Ministre de l'Economie et des Finances [a lancé](#), le 29 juin 2021, le dialogue de reprise effective de la coopération entre l'institution et le gouvernement. Pour rappel, la BM avait annoncé la suspension des opérations dans le pays le 4 juin 2021 en raison de l'instabilité de la situation politique. Celle-ci demeure engagée sur 29 projets nationaux et régionaux dans le pays pour un montant total de 1,8 Md USD.

## Mauritanie

Accord bilatéral avec la France au titre de l'ISSD pour un montant de 3,2 M EUR

Le ministre des Finances et l'Ambassadeur de France au Sénégal [ont signé](#), le 29 juin 2021, un accord bilatéral relatif à **l'extension de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD)** du G20/ Club de Paris. La Mauritanie bénéficie ainsi d'une suspension du service de sa dette entre le

1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 30 juin 2021 pour un montant de 3,2 M EUR. Pour rappel, un accord signé en décembre 2020 entre les deux parties avait permis, sur la période 1 mai 2020 – 31 décembre 2020, la suspension du paiement d'environ 5 M EUR de service de la dette. Selon la Banque mondiale, l'ISSD aurait permis à la Mauritanie d'économiser budgétairement [près de 105 M USD](#) sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021.

### La pêche fortement impactée par la COVID-19 en 2020

La Commission technique de l'observatoire socio-économique des pêches a [présenté un rapport](#) sur les différentes branches de la pêche, des marchés, des exportations et de leurs valeurs. Celui-ci indique que les exportations des produits halieutiques ont représenté 762 000 tonnes en 2020, soit une baisse de 13% par rapport à l'année précédente. Les produits mauritaniens ont été exportés vers 68 pays contre 75 en 2019, tandis que les produits congelés ont constitué 66% des exportations. La valeur totale des exportations des produits de la pêche s'élevait à 30,6 Mds MRU (688 M EUR), soit une baisse de 18% par rapport à 2019.

## Niger

### Lancement du Fonds de développement de la finance inclusive

Le 25 juin 2021, le Ministre des Finances a [officiellement lancé](#) le Fonds de développement de l'Inclusion Financière (FDIF), qui s'inscrit dans le cadre du plan d'action de la Stratégie nationale de finance inclusive (SNFI) 2019-2023. Le Fonds aura pour mission de favoriser l'accès des populations vulnérables aux financements à travers le renforcement des capacités techniques et financières des institutions. Avec un budget initial prévu de plus de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR), le FDIF agira à travers entre autres des prêts, des prises de participations, des garanties et l'assistance technique.

## Sénégal

### Accord bilatéral avec la France pour un montant de 20,9 M EUR au titre de l'ISSD

Le ministre en charge des Finances et du Budget et l'Ambassadeur de France au Sénégal ont signé, le 25 juin 2021, [un deuxième accord dans le cadre de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette \(ISSD\)](#). L'accord porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021 pour un montant de 13,7 Mds FCFA (20,9 M EUR). Cette signature fait suite [au protocole d'accord qui avait été signé en avril 2021 avec le Club de Paris](#). En cumul, 32,3 Mds CFA (49,2 M EUR) de suspensions d'échéances de dettes ont été accordées par la France au Sénégal depuis le lancement de l'ISSD en mai 2020. Le Sénégal entend affecter l'espace budgétaire libéré au financement des dépenses sanitaires, sociales et économiques pour lutter contre les effets de la pandémie et contribuer à la relance de son économie.

### Accords de financement d'un montant de 898 M USD avec la Banque Mondiale

Le ministre des Finances et du Budget et le Directeur des opérations de la Banque mondiale au Sénégal ont signé, le 25 juin 2021, [quatre accords de financement d'un montant total de 484 Mds FCFA \(898 M USD\)](#). Cette enveloppe sera allouée comme suit : (i) 59 Mds FCFA (90 M EUR) dédié aux bourses de sécurité familiale ; (ii) 72 Mds FCFA (109,8 M EUR) à la campagne de vaccination contre la COVID-19; (iii) 43 Mds FCFA (65,5 M EUR) au renforcement du projet de cadastre et de sécurisation foncière (ProCASEF) et (iv) 64,5 Mds FCFA (98,3 M EUR) à l'accès à l'électricité.

### 36 Mds FCFA pour l'agriculture durable et la protection de la biodiversité

Les autorités sénégalaises et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé, le 25 juin 2021, [deux conventions de financement d'un montant global de 36 Mds FCFA \(55 M EUR\)](#) en soutien au programme de développement

économique local et de transition agro-écologique de la vallée du fleuve Sénégal (projet Delta) et au projet d'extension des actions d'appui à la politique d'aires marines protégées du Sénégal. Le premier financement, sous forme de prêt de 26,2 Mds FCFA (40 M EUR) et d'une subvention de 6,5 Mds FCFA (10 M EUR), devrait permettre de réhabiliter plus de 4000 ha de périmètres agricoles et d'accompagner près de 2000 exploitations familiales dans les régions de Saint-Louis et Louga. Le second financement de 3,3 Mds FCFA (5 M EUR) va appuyer le fonctionnement et la gestion de trois aires marines protégées supplémentaires en Casamance et dans le Sine Saloum. Ces nouveaux financements portent l'engagement financier de l'AFD dans le secteur agricole à environ 155 Mds FCFA (237 M EUR).

### 65,5 Mds FCFA de la BIDC pour le renforcement du réseau routier

Le 25 juin 2021, le ministre de l'Economie du Plan et de la Coopération et le Vice-président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ont signé [trois conventions de financement de 65,5 Mds FCFA \(environ 100 M EUR\)](#) pour le projet de renforcement du réseau routier du Sénégal. Cette enveloppe porte les engagements du BIDC au Sénégal à 170 Mds FCFA (259 M EUR) et devrait permettre de (i) réhabiliter le tronçon Mako-Koudougou-Moussala du corridor Dakar-Bamako, (ii) construire un pont de liaison entre le TER (Train express régional) et l'aéroport international Blaise Diagne (AIDB) et (iii) alimenter le Fonds d'entretien routier autonome (FERA) à hauteur de 25 Mds FCFA (38 M EUR).

## Sierra Leone

### 50 M USD de la Banque Mondiale pour le développement urbain et la gestion des chocs climatiques

Le 25 juin 2021, le Conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) [a approuvé une subvention](#) de 50 M USD visant à améliorer le

développement urbain et la gestion des chocs climatiques au Sierra Leone au titre du projet "[Resilient Urban Sierra Leone Project](#)". Afin de soutenir des centres urbains durables et productifs, le projet portera sur : (i) la planification urbaine intégrée ; (ii) l'amélioration des revenus des collectivités ; (iii) la modernisation des infrastructures ; (iv) la gestion des déchets solides ; (v) la préparation et la gestion des catastrophes naturelles. Par ailleurs, le Fonds mondial pour l'environnement s'est engagé aux côtés de la BM à hauteur de 6,7 M USD, portant l'enveloppe totale dédiée au projet à 56,7 M USD.

## Togo

### 33 M EUR de la part d'Exim Bank of India pour l'électrification de 350 localités

Le gouvernement togolais et Exim Bank of India [ont signé](#), le 23 juin 2021, un accord de financement de 22 Mds FCFA (33 M EUR) portant sur un projet d'électrification de 350 localités par systèmes solaires photovoltaïques dans le pays. Un montant que l'institution indienne met à disposition du pays à travers l'Alliance Solaire Internationale, une initiative lancée par l'Inde et la France lors de la COP21 qui vise à augmenter de manière significative la production d'électricité solaire dans les pays en voie de développement. Les fonds permettront d'électrifier 500 écoles et d'installer 2 000 systèmes d'irrigation solaires, 500 systèmes de pompage solaire pour l'adduction en eau potable et 12 000 lampadaires solaires. Cette signature s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement (PND) du gouvernement togolais qui a pour ambition de rendre accessible l'énergie à tous à l'horizon 2030. En 2019, selon la Banque mondiale, le taux d'électrification du pays était de [52,4%](#), avec comme objectif 60% à l'horizon 2022.

## Le gouvernement prévoit 2,7 Mds EUR pour le développement de 4 filières

Afin d'assurer la souveraineté alimentaire du Togo, le gouvernement prévoit, par [la mobilisation de 1 800 Mds FCFA](#) (2,7 Mds EUR) de ressources, de développer les filières volaille, **maïs, riz et tomate à l'horizon 2030**. Dans le détail, le pays prévoit d'attribuer : (i) 147 Mds FCFA (224 M EUR) à la filière maïs ; (ii) 987 Mds FCFA (1,5 Md EUR) à la filière riz ; (iii) 235 Mds FCFA (359 M EUR) pour la filière tomate ; (iv) 430 Mds FCFA (656 M EUR) à la filière volaille. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement (PND) 2018-2022, nécessitera des partenariats public-privé et ambitionne de développer la production et transformation locale afin de réduire les importations de produits alimentaires du pays.

## Inauguration d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 MW

Le 22 juin 2021 s'est tenue [la cérémonie d'inauguration](#) de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta. Cette centrale, d'une capacité de 50 MW, permettra : (i) d'assurer l'accès à l'électricité de 158 333 ménages et de l'usine d'égrenage de coton de Blitta ; (ii) d'améliorer le taux d'électrification du pays de 45% en 2018 à 60% en 2022 ; (iii) contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations concernées. Cette infrastructure, d'un coût total de 35,8 Mds FCFA (55 M EUR), a été financée par la Banque ouest africaine de développement (BOAD) à hauteur de 12 Mds FCFA (18 M EUR), le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD) à hauteur de 14,5 Mds FCFA (22 M EUR), la société Amea Power à hauteur de 9 Mds FCFA (14 M EUR) et le gouvernement togolais à hauteur de 272 M FCFA (415 K EUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)